



## **Discours sur l'état de l'Union européenne - 14.09.22**

### **Compte-rendu EAPN France**

### **Prises de position d'EAPN France**

Ce **mercredi 14 septembre 2022**, **Ursula Von Der Leyen**, Présidente de la Commission européenne a prononcé le **Discours sur l'état de l'Union européenne** afin de préciser quels étaient les objectifs principaux de l'Union pour l'année 2023.

EAPN France était invitée par la Représentation de la Commission Européenne en France à assister à la projection de ce discours dans un lieu dédié à la sensibilisation sur les questions européennes, **Europa Expérience, à la Madeleine à Paris**. Ce lieu accessible à toutes et tous a pour but de faire découvrir le fonctionnement des institutions européennes de manière vivante et visuelle, et notamment du Parlement Européen (jeu de rôle possible de 2heures pour se mettre dans la peau d'un député européen). EAPN France s'est rapprochée de la directrice de ce lieu pour voir si certaines de ses réunions ne pourraient pas s'y dérouler. A retenir donc pour les associations qui chercheraient à faire de la sensibilisation sur les questions européennes, notamment dans la perspective des élections européennes à venir en 2024.

Cette réunion était notamment ouverte aux participants suivants ;

- Institut Jacques Delors (*think tank* européen)
- Maisons de l'Europe (institutions de sensibilisation aux questions européennes)
- Banque Européenne d'Investissement et Caisse des Dépôts et Consignations (acteurs qui financent des projets européens)
- Le responsable des affaires européennes de la Mairie de Paris qui a marqué son attachement à rendre l'Europe proche des citoyens
- Le Conseil Economique, Social et Environnemental français
- Les Restaurants du Cœur

**EAPN France était donc heureuse de pouvoir représenter la voix des personnes en situation de pauvreté et des associations qui les accompagnent dans cette réunion.**

A l'issue du Discours, un débat animé par le Directeur du magazine d'information sur l'Europe : Toute l'Europe, était organisé, qui permettait à chacun, en fonction des priorités qui étaient les siennes, de donner ses réactions et de confronter sa perception du discours avec les autres participants et avec la Représentation de la Commission Européenne, représentée par sa Directrice Valérie Drezet-Humez, ainsi que son adjointe, Jessica Larsson. **C'était donc l'occasion, pour EAPN France, de faire valoir les attentes en matière de social à l'égard de l'Europe.**

## I. Le discours sur l'Etat de l'Union européenne

Les principaux thèmes abordés dans le Discours sont les suivants :

|  |          |
|--|----------|
| <b>I. Le discours sur l'Etat de l'Union européenne.....</b>  | <b>2</b> |
| 1/ Soutien réaffirmé à l'Ukraine, tant d'un point de vue financier que politique .....   | 2        |
| 2/ « Guerre énergétique » et volonté de l' Europe d'acquérir son indépendance énergétique .....  | 2        |
| 3/ Urgence climatique : prévoir une réaction européenne construite aux épisodes de type feux de forêt appelés à se produire de manière de plus en plus régulière ..... | 3        |
| 4/ Plan de relance européen : ses priorités .....  | 3        |
| 5/ Rappel de l'importance de la Protection Sociale .....   | 3        |
| 6/ Transformations économiques à venir et Année 2023, année de la Qualification.....   | 4        |
| 7/ Fonds de Souveraineté Européenne.....   | 4        |
| 8/ Repenser la politique étrangère de l'Union Européenne .....   | 4        |
| 9/ Défense de l'Etat de droit en Europe et résistance à la désinformation .....  | 4        |
| 10/ Préparation d'une Convention Européenne .....  | 5        |
| <b>II. Prise de position des chefs de partis au Parlement Européen .....</b>   | <b>5</b> |
| <b>III. Prises de position d'EAPN France .....</b>   | <b>6</b> |
| <b>IV. Prise de position d'EAPN Europe .....</b>   | <b>6</b> |

### 1/ Soutien réaffirmé à l'Ukraine, tant d'un point de vue financier que politique

Tout d'abord, U. Von der Leyen est revenue sur la situation ukrainienne et a réaffirmé que l'UE progressait en termes de gestion de crise et qu'elle devait et allait continuer à appliquer des sanctions immédiates de manière unie et déterminée envers la Russie. C'est désormais une « **guerre de l'énergie, de l'économie, contre notre avenir et contre nos valeurs** », ce qui nous amène à renouveler une solidarité inébranlable à l'Ukraine et un soutien sans faille au peuple ukrainien qui se bat malgré les destructions massives.

Ainsi, l'Union restera ferme et continuera à lui apporter son soutien financier et matériel, notamment à travers l'extension d'un partenariat commercial avec l'Ukraine, en mettant le marché unique à son service. Plus de 19 milliards d'euros lui ont déjà été apportés sans compter l'aide militaire. 100 Millions d'euros supplémentaires seront apportés par l'Union Européenne pour reconstruire les écoles ukrainiennes détruites jusque-là.

### 2/ « Guerre énergétique » et volonté de l' Europe d'acquérir son indépendance énergétique

La Guerre a également mis en avant un **problème de dépendance énergétique de l'UE à la Russie** qui a nécessité que des mesures soient prises rapidement, avec des résultats tangibles. Nous sommes ainsi passés de 49% du gaz importé dans l'Union provenant de Russie à 9 %. La hausse des prix a entraîné de fortes mobilisations et elles doivent se poursuivre notamment grâce à la réduction de la demande d'énergie en heures de pointe. La Commission propose de plafonner les recettes des producteurs d'énergie fossile et d'entreprises d'électricité et de taxer leurs bénéfices afin qu'ils soient partagés et profitent à toutes et tous.

Cette contribution de crise pourrait rapporter 140 milliards d'euros. L'UE va ainsi mener 32 mesures pour développer d'autres sources d'énergie et va développer ses relations avec d'autres fournisseurs fiables (Norvège, Algérie, Etats-Unis).

La Commission Européenne souligne que **les prix de l'énergie ont été multipliés par 10** par rapport à leur niveau d'avant pandémie, et indique que des millions d'Européens vont avoir besoin du soutien de l'Union Européenne pour faire face à cette hausse des prix. Ce soutien passera notamment par cette proposition d'encadrement de prix du gaz.

Si la crise est immédiate, il faut se projeter dans l'avenir, changer de paradigme, non seulement modifier les règles de limitation d'utilisation mais aussi engager une profonde réforme en faveur des énergies renouvelables qui sont les seules alternatives durables. Une prise de conscience commence à s'opérer autour de l'idée que « **ce n'est pas le prix de l'énergie qui pose problème mais bien le type d'énergie** ». Une réforme en profondeur du marché de l'électricité est à venir. Mais il est aussi nécessaire de développer les énergies telles que les éoliennes en mer, comme l'a fait le Danemark, le solaire, comme l'a fait la Sicile, et l'hydrogène vert, comme l'a fait l'Allemagne avec ses trains fonctionnant à l'hydrogène vert. L'objectif avec ce dernier étant de passer d'un marché de niche à un marché de masse (objectif de production de 10 millions de tonnes d'hydrogène vert d'ici 2030) et pour cela, la Commission prévoit un investissement de 3 milliards d'euros à travers la création d'une Banque européenne de l'hydrogène.

### 3/ Urgence climatique : prévoir une réaction européenne construite aux épisodes de type feux de forêt appelés à se produire de manière de plus en plus régulière

Concernant **l'urgence climatique**, l'été 2022 a bien montré que c'était une priorité et U. Von der Leyen s'engage à ce que l'Union porte prochainement cette urgence au Sommet des Nations Unies ainsi qu'à la COP27. De manière matérielle, l'UE va doubler ses équipements de lutte contre les incendies.

### 4/ Plan de relance européen : ses priorités

Le Plan de relance européen, *Next Generation EU*, a engagé 100 milliards d'euros sur les 700 milliards votés. **Les investissements seront ainsi centrés sur la durabilité.**

D'ici octobre 2022, les règles budgétaires vont être réadaptées afin de demander plus de flexibilité pour les Etats-membres sur l'étalonnage de la dette mais aussi plus de contrôle. La notion de « redevabilité » des Etats, en contrepartie de cette aide apportée, a été soulignée ; il en doit plus y avoir d'appropriation par chaque Etat-membre.

### 5/ Rappel de l'importance de la Protection Sociale

La présidente de la Commission Européenne a rappelé que dans le contexte difficile auquel sera confronté l'Union Européenne, la **Pauvreté, la Maladie, la Vieillesse, seront autant de fragilités** auxquelles il faudra pouvoir répondre de manière solidaire.

L'Economie solidaire et sociale a ainsi été présentée comme une chance de trouver une grande force en chacune et chacun, afin de prendre en compte les fragilités de la société civile.

Une **nouvelle initiative sur la Santé Mentale** est envisagée.

Il y a une volonté de rendre les soins accessibles et abordables.

Elle mentionne la nécessité de mentionner la solidarité intergénérationnelle dans nos Traités.

## 6/ Transformations économiques à venir et Année 2023, année de la Qualification

Les PME (petites et moyennes entreprises) sont considérées comme devant être au centre de la transformation économique à mener. Elles vont bénéficier de soutiens de l'UE pour lutter contre les incertitudes liées à l'inflation et à la situation économique. La directive sur les défauts de paiement devrait être révisée car ceux-ci sont à l'origine de 25 % des faillites d'entreprises. Une règle fiscale unique pourrait être instituée.

**Le manque de main d'œuvre qualifiée (informaticiens, infirmières) est souligné comme étant un problème majeur auquel est confrontée l'Union Européenne.** U. Von der Leyen souligne qu'il y a 6% de chômage au niveau européen mais dans le même temps un nombre très élevé de postes vacants, ce qu'elle présente comme un paradoxe. Pour y remédier, l'accent va être mis sur la formation continue en coopération avec les entreprises afin de s'adapter à leurs besoins mais un effort sera également fait pour une meilleure adéquation entre les formations proposées et les souhaits des personnes. Elle indique qu'il faudra aussi faire venir des travailleurs d'autres pays. **L'année 2023 sera l'Année européenne de la Qualification.**

**Le lithium est appelé à remplacer de plus en plus le pétrole et le gaz.** De nouveaux partenariats devront être développés pour s'en procurer (Chili, Brésil, Nouvelle-Zélande, Australie, Inde).

U. Von der Leyen a également mentionné une nécessité de contrôle de la production des biens en provenance de la Chine et la poursuite des condamnations des violations des valeurs promues par l'UE. La Commission a ainsi pour projet **un Acte sur les matières premières critiques**, afin de centraliser leur production (comme cela avait pu être fait il y a 5 ans pour les batteries ou l'année dernière pour les puces).

## 7/ Fonds de Souveraineté Européenne

La question de la souveraineté a ensuite été abordée, tout d'abord avec le projet d'un nouveau **Fonds pour la souveraineté européenne** pour aider à la reconstruction.

## 8/ Repenser la politique étrangère de l'Union Européenne

Il est crucial d'approfondir les liens entre les démocraties partenaires et continuer à soutenir la transition de nouveaux pays prétendants à l'Union, comme les Balkans, la Moldavie, la Géorgie ou l'Ukraine.

## 9/ Défense de l'Etat de droit en Europe et résistance à la désinformation

Un hommage a été rendu à la Reine Elisabeth II et elle a mentionné une de ses citations : « Nous l'emporterons et ce sera grâce à nous tous ». Il est important de lutter contre les violations des règles internationales que la Russie de Poutine cherche à atteindre.

Il faudra aussi cibler certains pays, ce qui est possible au sein de l'UE avec le principe de conditionnalité (la Hongrie n'a par exemple pas eu accès au Plan de relance parce qu'elle ne remplissait plus les critères de l'Etat de droit), ce qui assurerait une meilleure protection des institutions, notamment de l'indépendance du

pouvoir judiciaire. L'UE va lancer une discussion sur un **Pacte pour la défense de la démocratie**, comme le montre U. Von der Leyen en citant David Sassoli : « **La démocratie n'est pas démodée, elle doit se mettre à jour pour contribuer à améliorer la vie des citoyens.** ».

Un des prochains objectifs est aussi d'éradiquer la corruption au sens large, en opérant une mise à jour juridique de sa définition et de ses sanctions.

## 10/ Préparation d'une Convention Européenne

**Une Convention européenne est en cours de préparation, sans que plus de précisions aient été apportées.**

## **II. Prise de position des chefs de partis au Parlement Européen**

**Le PPE**, groupe de droite, a indiqué ses fortes réserves sur la décision de taxer les profits exceptionnels et a mis en garde contre une décision qui serait prise sans débat devant le Parlement Européen.

Il a cependant mentionné « Nous nous soucions des pauvres ».

**Le SED**, Socialistes et Démocrates, a indiqué sa préoccupation face à l'augmentation des prix des aliments, de l'essence et de l'énergie. Il a indiqué son souhait d'un renforcement des politiques sociales, de l'énergie, et de transition verte. Il a exprimé son soutien au projet de plafonnement des prix du gaz. Il a appelé le PPE à des alliances avec les démocrates, et contre les extrémistes, dans l'ensemble des pays européens menacés par une montée des extrêmes.

**Renew Europe**, assimilable à la République en Marche au niveau européen, a affirmé sa préoccupation face aux questions d'énergie, d'alimentation, et d'emploi. Il a appelé à la création d'un bouclier énergétique européen et a manifesté son soutien à l'idée d'utiliser pour ce faire les rentes des producteurs d'énergie.

Il a appelé à soutenir les investissements dans les énergies renouvelables et la rénovation énergétique des bâtiments.

Il s'est interrogé sur l'opportunité de revoir le principe de la décision à l'unanimité au niveau européen, perçu comme un frein à l'action collective.

**Les Verts** ont exprimé leur préoccupation face aux questions d'énergie et d'alimentation. Ils ont rappelé qu'une personne sur 5 vivait dans la pauvreté et que c'était donc un sujet majeur à ne pas sous-estimer. Ils ont manifesté leur soutien à l'idée de prélever des taxes sur les profits des compagnies énergétiques. Ils ont appelé à la sobriété énergétique, au soutien aux énergies renouvelables, et à la rénovation énergétique des bâtiments. Ils ont appelé à ne plus donner d'argent européen à des Etats qui ne respectent plus l'Etat de droit, en ciblant la Pologne et la Hongrie. Ils ont mis en garde contre des coalitions de la droite et de l'extrême droite qui viendraient fragiliser les démocraties (Italie, Espagne, Suède).

### III. Prises de position d'EAPN France

Guy Janvier et Jeanne Dietrich sont intervenus au nom d'EAPN France.

Guy Janvier a indiqué qu'EAPN France se félicitait des déclarations de la Présidente sur la taxation des profits des entreprises qui font de méga bénéfiques grâce à la flambée des prix de l'énergie et sur l'initiative en matière de santé mentale. Cependant, **EAPN France déplore que le mot « pauvreté » n'ait été utilisé qu'une seule fois dans l'ensemble du discours** alors, que, comme l'ont souligné les Verts et comme le répète EAPN Europe, 1 personne sur 5 vit en situation de pauvreté en Europe. L'augmentation considérable des prix de l'alimentation, du chauffage, de l'essence, ... diminue le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes et touche des catégories de plus en plus larges de la population. Même si un certain nombre d'aides sont ciblées, ce n'est pas le cas de toutes les mesures prises dans les Etats membres. **Le renforcement de la démocratie nécessite une plus grande cohésion sociale et celle-ci est synonyme de réduction des inégalités.** Il n'est pas normal que la stratégie 2020 qui visait à réduire la pauvreté dans l'UE n'ait fait l'objet d'aucun bilan et qu'elle n'ait pas été remplacée par une nouvelle politique.

Jeanne Dietrich est intervenue sur la **précarité énergétique et la rénovation énergétique des bâtiments.**

Elle a rappelé la préoccupation d'EAPN France pour ces 2 sujets, et indiqué qu'EAPN France se réjouissait des projets de plafonnement de prix du gaz, qui avaient été annoncés par la Commission Européenne, et pourraient constituer une protection pour les personnes en précarité. Elle a noté comme encourageant le soutien apporté par les groupes SED, Renew, et les Verts à ces préoccupations, signe d'un consensus européen sur le sujet. Elle a cependant **regretté que la question de la rénovation énergétique des logements**, fortement mise en avant par les groupes Renew et les Verts pourtant, et son ciblage sur les passoires thermiques, **ne soient pas davantage mis en avant comme une priorité**, dans la mesure où elle constitue une réponse durable au problème, un investissement utile, une façon de réduire la facture des ménages, et des perspectives de créations d'emplois. Les crédits du plan de relance européen pourraient être encore davantage fléchés sur la rénovation des passoires thermiques des plus précaires, là où ils ne sont ciblés actuellement par la commission Européenne que sur la rénovation des bâtiments au sens large, ce qui peut passer dans les Etats membres par la rénovation de bâtiments publics, certes indispensable, mais qui ne réduira pas la facture des ménages les plus précaires.

### IV. Prise de position d'EAPN Europe

**EAPN Europe** a également exprimé son avis sur ce Discours sur l'état de l'Union européenne et exprimé le regret de l'absence de mesures luttant véritablement contre la pauvreté. [Cliquez ici pour retrouver cet avis en entier \(en anglais\).](#)